

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 3408 (2002 — 3291)

[C — 2002/27902]

4 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. — Errata

Le texte de l'arrêté susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 21 septembre 2002, aux pages 42030 et suivantes doit être remplacé par le texte qui figure ci-dessous :

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.052/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 mars 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

décret : le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

établissement existant : un établissement ayant fait l'objet d'une autorisation d'exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 2. A l'entrée de tout établissement de classe 1 et 2, il est indiqué de manière lisible les informations suivantes :

- la nature de l'établissement;
- la date de l'expiration du délai du permis;
- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du siège social de l'exploitant;
- le numéro de téléphone du siège d'exploitation;
- l'adresse et le numéro de téléphone du fonctionnaire chargé de la surveillance;
- le ou les numéros de téléphone du ou des services à contacter en cas de sinistre ou d'incendie.

Art. 3. Les établissements sont conçus, implantés ou équipés de manière à prévenir et à limiter efficacement les dangers, nuisances ou inconvénients pour l'homme et l'environnement qu'ils sont susceptibles de causer, directement ou indirectement, pendant ou après l'exploitation.

CHAPITRE III. — Exploitation

Art. 4. L'exploitant veille au bon fonctionnement, à l'entretien et à la propreté de l'établissement.

L'ensemble de l'établissement, en ce compris l'entrée et la sortie, les aires de stationnement et les abords de l'établissement sont nettoyés régulièrement.

Art. 5. L'exploitant prend les précautions nécessaires en vue de s'assurer que les matières ou substances acceptées dans l'établissement sont, par leur nature et leur origine, conformes aux conditions d'exploitation.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et incendies

Art. 6. L'exploitant est tenu, en toutes circonstances, d'identifier les risques permanents et occasionnels de pollution accidentelle, d'incendie ou d'explosion et de prendre les mesures nécessaires pour les prévenir et les combattre rapidement et efficacement.

Toutes les précautions sont prises pour éviter les atmosphères explosives aux endroits où des produits facilement ou extrêmement inflammables sont utilisés, manutentionnés ou stockés. Les précautions visent prioritairement à réduire les émissions de gaz, de vapeurs ou de poussières inflammables. Dans tous les cas où l'absence d'émission de gaz, de vapeurs ou de poussières inflammables ne peut être garantie, des mesures particulières sont prises pour augmenter la dilution dans l'air et empêcher l'inflammation.

Toutes les précautions sont prises pour éviter les émissions de produits polluants dans l'air, l'eau ou le sol. Les opérations susceptibles de libérer des produits dangereux ou polluants sont planifiées pour garantir l'absence d'émission dans l'environnement. Cette exigence peut être satisfaite par des opérations de purge préalable ou par la mise en place de moyens de rétention efficaces.

Tous les postes de chargement de citernes mobiles ou de réservoirs de carburant sont implantés sur des sols imperméables et drainés vers des installations d'épuration appropriées aux pollutions prévisibles et correctement dimensionnées. Les opérations de transfert sont réalisées à l'aide de pompes asservies à la détection de la vigilance d'un opérateur. Les transferts par gravité vers des réservoirs mobiles sont interdits.

Les organes et les commandes de transfert de produits dangereux ou polluants sont clairement identifiables quant à la nature des fluides et leur destination. L'accès aux organes et aux commandes est interdit aux personnes non autorisées.

Toutes les opérations occasionnelles susceptibles de générer des volumes d'eaux résiduelles, de boues ou de déchets dangereux dépassant les capacités d'élimination prévues dans l'établissement font l'objet d'une planification particulière garantissant le bon déroulement des travaux dans le respect des réglementations environnementales.

Des moyens de détection des atmosphères explosives, des incendies ou des émissions de substances dangereuses ou polluantes sont installés en tous lieux où de telles situations sont prévisibles et constitueraient un danger immédiat pour les personnes ou l'environnement. Ces détecteurs enclenchent un système d'alerte des préposés aux interventions et, le cas échéant, un système automatique de lutte et de mise en sécurité, si une intervention humaine rapide ne peut être garantie.

Tout le personnel concerné est régulièrement informé des risques de pollution accidentelle, d'incendie et d'explosion ainsi que des moyens de prévention et de lutte. Des instructions écrites relatives aux règles de prévention et d'intervention sont apposées de façon visible et lisible aux endroits où les risques ont été décelés ainsi qu'aux points de départ des équipes d'intervention.

L'exploitant veille au maintien en bon état de fonctionnement de tous les dispositifs nécessaires à la maîtrise des risques de pollution, d'incendie ou d'explosion. Le matériel de détection et de lutte contre l'incendie est contrôlé une fois par an.

CHAPITRE V. — Eau

Section 1^{re}. — Déversements d'eaux usées

Art. 7. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

eaux de surface ordinaires : les eaux de surface ordinaires telles que définies par le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

égouts publics : les égouts publics tels que définis par le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales : les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales telles que définies par le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

— eaux usées : les eaux usées telles que définies par le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des - eaux de surface contre la pollution;

— eaux déversées : les eaux qui, à l'exutoire de la conduite de décharge, s'écoulent dans une eau de surface ordinaire, dans un égout public ou dans une voie artificielle d'écoulement des eaux pluviales;

— eaux de refroidissement : les eaux qui sont utilisées dans l'industrie pour le refroidissement en circuit ouvert et qui ne sont pas entrées en contact avec les matières à refroidir;

— DBO₅ : la demande biochimique d'oxygène en 5 jours à 20 °C;

— pH : le coefficient caractérisant l'acidité ou la basicité d'un milieu.

Art. 8. Les émissions sont exprimées soit :

— en concentration (mg/l);

— en charge journalière (kg/j);

— en charge mensuelle (kg/mois);

— en charge annuelle (kg/an);

— en toute autre unité s'adaptant à la situation.

Art. 9. Sans préjudice de l'alinéa 2, les valeurs d'émission figurant dans les conditions d'exploitation sont des valeurs maximales à respecter à tout moment.

Les conditions sectorielles peuvent consister en les valeurs moyennes pour une période de 24 heures. Dans ce cas, ces valeurs moyennes équivalent aux deux tiers des valeurs maximales fixées dans les conditions sectorielles et la valeur correspondant à cinq fois les valeurs moyennes ne peut à aucun moment être dépassée.

Si les conditions sectorielles fixent des valeurs moyennes, elles imposent à l'exploitant de placer des appareils de mesure, d'enregistrement ou d'échantillonnage permettant le contrôle du respect des valeurs moyennes.

Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire ou d'une eau souterraine, les valeurs fixées par les conditions sectorielles peuvent être additionnées aux teneurs correspondantes de l'eau prélevée.

Les alinéas 2 et 3 ne sont pas d'application pour le pH, la température, le goût, la couleur, l'odeur et pour les paramètres micro biologiques, à l'exception de la DBO₅.

Lorsque plusieurs conditions sectorielles s'appliquent à un déversement d'eaux usées, les conditions sectorielles sont calculées en effectuant la somme des conditions individuelles pondérées par les débits correspondants.

Des conditions sectorielles ou particulières peuvent être imposées à l'ensemble des déversements d'eaux usées.

Art. 10. Dans les cas suivants, les conditions particulières de rejet peuvent être moins sévères que les conditions sectorielles :

— si l'évaluation des incidences montre que l'impact sur le milieu récepteur est négligeable;

— s'il apparaît qu'aucune meilleure technologie disponible ne permet à l'exploitant concerné de répondre aux conditions sectorielles. Dans ce cas, les dérogations accordées sont assorties d'un délai au terme duquel elles devront être, soit confirmées, partiellement ou complètement, soit supprimées en fonction des progrès, scientifiques et technologiques réalisés entre-temps;

— s'il existe une convention entre l'exploitant et l'autorité qui gère la station d'épuration dans laquelle les eaux usées industrielles sont déversées et s'il apparaît que ces eaux avec leurs charges polluantes existantes peuvent être traitées de manière satisfaisante dans cette station d'épuration;

— si la valeur des paramètres micro biologiques, non compris la DBO₅, du pH, de la température, du goût, de la couleur et de l'odeur dans l'eau réceptrice dépasse la valeur naturelle et/ou rend impossible le respect des conditions sectorielles ou si la valeur naturelle de l'eau prélevée dépasse la valeur sectorielle.

Section 2. — Prises d'eau

Art. 11. Les prises d'eau respectent les conditions suivantes :

— la qualité de l'eau de la nappe aquifère est préservée;

— la quantité totale d'eau prélevée dans une nappe aquifère ne dépasse, ni le volume annuel moyen de l'alimentation naturelle de ladite nappe, ni un volume garantissant à tout moment le débit d'étiage des cours d'eau alimentés par ladite nappe;

— la sécurité des personnes et des biens n'est pas affectée par les modifications apportées à la nappe aquifère.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, les conditions particulières peuvent, dans des circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, permettre un dépassement déterminé du débit autorisé.

CHAPITRE VI. — Air

Art. 12. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

— pollution de l'atmosphère : la pollution de l'atmosphère telle que définie à l'article 2 de la loi du 28 décembre 1964 sur la pollution atmosphérique;

— émission atmosphérique canalisée : émission faisant l'objet d'une captation, au besoin d'une épuration, avant son évacuation dans l'atmosphère à un point de rejet;

— émission atmosphérique diffuse : émission ne pouvant faire l'objet ni d'une captation, ni d'une évacuation à un point de rejet pour des raisons techniques ou économiques;

— valeur limite d'émission : la masse, exprimée en fonction de certains paramètres spécifiques, la concentration et/ou le niveau d'une émission à ne pas dépasser au cours d'une ou de plusieurs périodes données. Sauf indication contraire, cette valeur est applicable au point de rejet des émissions;

— niveau d'odeur : le facteur de dilution « d » qu'il faut appliquer à un rejet atmosphérique pour atteindre par olfactométrie son seuil de perception. Soit le facteur de dilution à appliquer pour que 50 % de la population des flieurs perçoive une odeur.

$$d = \frac{D_p + D_o}{D_o}$$

D_p : débit volumique d'air pur

D_o : débit volumique d'air odorant

Il s'exprime en nombre d'unités d'odeur par m³ soit uo/m³;

— débit d'odeur : le produit, exprimé en nombre d'unités d'odeur par heure (uo/h) du débit d'air rejeté par le niveau d'odeur;

— débit massique : la masse des substances émises par unité de temps, exprimée en g/h;

objectif de qualité de l'air : valeurs limites, valeurs d'alerte ... telles que définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 relatif à l'évaluation et à la gestion de la qualité de l'air ambiant;

— niveau : concentration d'un polluant dans l'air ambiant extérieur, à l'exclusion des lieux de travail ou son dépôt sur les surfaces en un temps donné.

Art. 13. Si pour l'un ou plusieurs polluants, les objectifs de qualité de l'air à court terme sont susceptibles d'être dépassés ou sont dépassés, d'initiative ou à la demande du fonctionnaire technique, l'exploitant d'une installation dont les débits massiques en ces polluants ou précurseurs de ces polluants sont supérieurs à ceux définis spécifiquement à cet effet aux conditions sectorielles prend toutes mesures nécessaires afin de limiter les émissions de ce ou ces polluants ou précurseurs, et ce, jusqu'à notification de la fin de l'alerte.

Art. 14. Les émissions sont exprimées soit :

— suivant la concentration rapportée à des conditions de référence de température, de pression, de degré d'humidité, de pourcentage d'oxygène ou de dioxyde de carbone. Les quantités d'air servant à diluer ou refroidir les rejets gazeux ne sont pas prises en compte;

— suivant la quantité totale de polluant émis, c'est-à-dire le débit massique rapporté à une période de fonctionnement dans les conditions d'émission les plus défavorables pour l'environnement. Les conditions opératoires particulières de démarrage et d'arrêt de l'installation ne sont pas prises en compte;

— suivant le facteur d'émission, c'est-à-dire la quantité de polluant, exprimée en kg/t ou g/t, émise par unité de produit fabriqué, de combustible consommé ou autre;

— suivant le débit d'odeur.

Art. 15. Sans préjudice des alinéas 2 et 3, les valeurs limites d'émission sont rapportées aux conditions normales suivantes :

température = 273,15 K,

pression = 101,3 kPa,

gaz sec = degré d'humidité nul.

Si les rejets sont fortement chargés en eau notamment suite à l'utilisation d'un combustible riche en hydrogène, en raison d'une épuration humide, d'un refroidissement par pulvérisation d'eau ou d'une installation de séchage, les conditions normales sont celles prévalant au cours de la mesure.

Si, pour une installation de combustion ou assimilable à une combustion, la teneur en oxygène des gaz résiduaire est spécifiée, la formule suivante est utilisée pour rapporter les valeurs limites à cette teneur :

$$E_R = \frac{21 - O_R}{21 - O_M} \times E_M$$

où :

E_R est l'émission rapportée à la teneur de référence en oxygène;

E_M est l'émission mesurée;

O_M est la teneur mesurée en oxygène;

O_R est la teneur de référence en oxygène.

Art. 16. Pour les procédés discontinus, caractérisés par un cycle de fonctionnement comportant des opérations successives, les valeurs limites d'émission correspondent à des moyennes sur l'ensemble des opérations donnant lieu à une émission atmosphérique au cours d'un cycle.

Art. 17. § 1^{er}. Les émissions atmosphériques sont captées, au besoin épurées, conduites au point de rejet et évacuées en assurant une dispersion satisfaisante dans l'atmosphère. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

§ 2. A défaut de pouvoir capter les émissions, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour limiter la production d'émissions atmosphériques à la source et leur transmission vers les environs.

Suivant les circonstances, les possibilités techniques et économiques, il prend les mesures visant à diminuer :

— l'occurrence et l'importance des émissions atmosphériques en procédant notamment au confinement des sources;

— la transmission des émissions vers les environs, en procédant notamment au réaménagement du site d'exploitation de façon à éloigner les sources importantes d'émissions atmosphériques des zones habitées.

CHAPITRE VII. — *Bruit*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 18. Le présent chapitre s'applique aux niveaux de bruit à l'immission, c'est-à-dire aux niveaux de bruit auxquels est soumis le voisinage d'un établissement, du fait de son exploitation. Il s'agit du bruit particulier au sens défini à l'article 20, 3°.

Ne sont pas pris en compte, pour les présentes conditions, les bruits liés à la circulation des véhicules et aux engins mobiles utilisés dans les chantiers de construction.

Art. 19. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

— niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A : le niveau de pression acoustique pondéré A du bruit continu stable qui, au cours d'une période spécifiée T, aurait la même pression quadratique moyenne que le bruit fluctuant. Il s'exprime en dB(A);

— bruit ambiant : le bruit résultant de l'action de toutes les sources de bruit dans un endroit donné à un moment donné;

— bruit particulier : l'une des composantes du bruit ambiant qui peut être attribuée à une source particulière;

Le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A d'un bruit particulier, relatif à une période T, est indiqué par le symbole : $L_{A\text{éq,part,T}}$.

— niveau d'évaluation du bruit particulier $L_{Ar,T}$: le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A du bruit particulier de l'établissement, corrigé de deux termes correctifs (C_t et C_i) représentatifs d'éventuels bruits à caractère tonal ou bruits impulsifs :

$$L_{Ar,T} = L_{A\text{éq,part,T}} + C_t + C_i$$

— période de référence : la période représentative des activités humaines typiques intervenant dans la détermination des valeurs limites;

— intervalle d'observation : l'intervalle de temps auquel le niveau d'évaluation se rapporte.

La durée de l'intervalle d'observation est fixée à une heure.

— intervalle de mesurage : l'intervalle de temps choisi par le fonctionnaire chargé de la surveillance ou le laboratoire agréé pendant lequel les niveaux sonores sont effectivement mesurés. Les intervalles de mesurage sont fixés en fonction des paramètres jugés pertinents par l'opérateur, dont notamment la nature et la durée des conditions de fonctionnement de l'établissement concerné, les conditions atmosphériques et la présence d'autres sources sonores perturbantes;

— mitoyenneté : la présence d'un mur commun à un établissement et un bâtiment habité par des personnes étrangères à l'établissement, ou, en l'absence de mur commun, le risque de transmission du son par voie solidienne;

— bruit à caractère tonal : un bruit qui comporte une émergence tonale importante;

— bruit impulsif : un bruit qui comporte une ou plusieurs impulsions d'énergie acoustique;

— période de jour : la période s'étendant de 7 à 19 heures les jours ouvrables, samedis y compris;

— période de transition : la période s'étendant de 6 à 7 heures et de 19 à 22 heures les jours ouvrables, samedis y compris, et de 6 à 22 heures les dimanches et jours fériés;

— période de nuit : la période s'étendant tous les jours de la semaine de 22 à 6 heures;

— CWATUP : Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

— zone d'habitat : la zone visée à l'article 26 du CWATUP;

- zone d'habitat à caractère rural : la zone visée à l'article 27 du CWATUP;
- zone de service public et d'équipements communautaires : la zone visée à l'article 28 du CWATUP;
- zone de loisir : la zone visée à l'article 29 du CWATUP;
- zone d'activité économique : la zone visée à l'article 30 du CWATUP;
- zone d'extraction : la zone visée à l'article 31 du CWATUP;
- zone agricole : la zone visée à l'article 35 du CWATUP;
- zone forestière : la zone visée à l'article 36 du CWATUP;
- zone d'espace vert : la zone visée à l'article 37 du CWATUP;
- zone naturelle : la zone visée à l'article 38 du CWATUP.
- organe de sécurité : organe visant à prévenir un dysfonctionnement d'une installation.

Art. 20. Les limites sont applicables au niveau d'évaluation du bruit particulier de l'établissement et doivent être respectées pour tout intervalle d'observation d'une heure dans la période de référence considérée.

Cet intervalle d'observation s'étend sur une heure glissante, c'est-à-dire qu'il peut commencer à tout instant, sans toutefois se répartir sur 2 périodes de référence différentes.

Art. 21. Dans les zones d'habitat et d'habitat à caractère rural le respect des conditions est imposé en tout point des zones d'immission.

Dans les zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parc, de loisirs, de services publics et d'équipement communautaire, les mesures s'effectuent aux endroits précisés par le permis d'environnement ou le permis unique.

Les zones d'aménagement différé seront considérées conformément à l'affectation que leur donnent les plans communaux d'aménagement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, des points de mesures de référence peuvent être spécifiés dans les conditions particulières d'exploitation, afin de faciliter la surveillance ou de tenir compte des spécificités locales. Dans ce cas, ces points seront les seules références quant au respect des valeurs limites générales de niveaux de bruit.

En cas de modification du plan de secteur, pour les établissements existants, les seuils restent ceux qui résultaient de la situation du plan de secteur prévalant lors de l'octroi du permis.

Art. 22. Les valeurs limites ne s'appliquent pas à l'intérieur des zones d'activité économique, dans les zones d'extraction, ni dans les zones d'aménagement différé à caractère industriel.

Art. 23. Les conditions particulières peuvent prévoir des dépassements de valeurs limites lors de situations exceptionnelles spécifiées.

Section 2. — Valeurs limites générales

Art. 24. Les valeurs limites du niveau d'évaluation du bruit particulier sont établies en fonction de la zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées et sont reprises au tableau 1 figurant en annexe.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et sans préjudice de l'article 26, pour les établissements existants, les conditions particulières peuvent prévoir les valeurs limites du tableau 2 en annexe.

Art. 25. En cas de mitoyenneté, des valeurs limites s'appliquent également aux niveaux de bruit mesurés à l'intérieur des habitations, conformément à l'article 31, dernier alinéa. Ces valeurs limites sont les suivantes :

- 35 dB(A) en période de jour;
- 30 dB(A) en période de transition;
- 25 dB(A) en période de nuit.

Les limites imposées à l'intérieur des habitations sont complémentaires aux limites fixées à l'extérieur, qui sont toujours d'application.

Art. 26. § 1^{er}. Pour les établissements visés à l'article 24, alinéa 2, qui, au moment de l'introduction du dossier, ne satisfont pas aux valeurs limites du tableau 2 en annexe, le permis d'environnement ou le permis unique impose la réalisation d'une étude technico-économique évaluant la faisabilité d'investissements visant à la réduction des émissions sonores et les niveaux de bruit prévisionnels qui en découlent.

§ 2. L'étude est établie avec la collaboration d'un organisme agréé sur base de l'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit. L'étude est approuvée par l'organisme agréé.

§ 3. L'étude est déposée auprès du fonctionnaire technique dans le délai fixé par le permis d'environnement ou le permis unique.

Sur base de l'étude, le fonctionnaire technique propose à l'autorité d'adopter des conditions particulières complémentaires, fixant la nature des travaux d'assainissement, leur délai d'exécution et les valeurs limites définitives des niveaux de bruit.

Ces limites peuvent être supérieures aux valeurs du tableau 2 en annexe.

§ 4. Si une étude a été imposée par le permis d'environnement ou le permis unique et dans l'attente de la réalisation des travaux d'assainissement et de la mise en application des valeurs limites définitives, une tolérance de 10 dB(A) est appliquée aux valeurs limites du tableau 2 en annexe.

Art. 27. Dans la mesure où le respect du présent arrêté nécessite, au moment de l'introduction du permis, pour les établissements existants, des travaux de mise en conformité, le permis peut fixer un délai de mise en conformité d'un an maximum à dater de la date du permis et, dans ce cas, détermine les conditions à respecter pendant ce délai.

Section 3. — Conditions de mesures

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 28. Les instruments de mesures sonométriques répondent aux exigences fixées par les normes CEI 651 et CEI 804 pour les appareils de classe I.

Art. 29. Le rapport de mesurage est à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et comprend les renseignements suivants, au besoin avec un justificatif de la part du responsable de la mesure :

- nom du responsable de la mesure;
- nom de l'auteur du rapport;
- date, heure et durée de la mesure, période de mesurage;
- localisation de la mesure, zone;
- identification de l'établissement;
- conditions météorologiques;
- type et caractéristiques de l'appareil de mesure utilisé;
- méthode de mesure utilisée;
- grandeurs mesurées (niveaux équivalents, niveaux statistiques,...) et résultats obtenus;
- description des bruits perçus : variabilité, intermittence, caractère tonal ou impulsif.

Sous-section 2. — Position du point de mesures

Art. 30. Les mesures sont effectuées à l'extérieur des habitations, si possible à au moins 3,50 mètres de toute structure réfléchissante autre que le sol.

Elles peuvent également être effectuées aux étages des immeubles d'habitation, dans le plan des fenêtres ouvertes.

Elles sont effectuées, dans la mesure du possible, entre 1,2 mètre et 1,5 mètre au-dessus du sol ou du niveau d'étage considéré.

Les mesures ne peuvent être réalisées en cas de précipitations ou lorsque la vitesse du vent dépasse 5 m/s.

En cas de mitoyenneté, des mesures complémentaires sont effectuées, portes et fenêtres fermées, à l'intérieur des bâtiments étrangers à l'établissement, dans les locaux habituellement occupés par des personnes à une hauteur au-dessus des planchers comprise entre 1,2 mètre et 1,5 mètre et, si possible, au moins à 1 mètre des murs sans fenêtre et à 1,5 mètre des murs comportant des fenêtres.

Sous-section 3. — Bruits à caractère tonal

Art. 31. La détection d'un bruit à caractère tonal justifiant un terme correctif s'effectue par une analyse en bandes de tiers d'octave.

Si la présence d'un bruit à caractère tonal est suspectée, mais qu'elle ne peut être mise en évidence par l'analyse en 1/3 d'octave, le responsable de la mesure peut recourir à l'analyse en bandes de 1/24 d'octave.

Art. 32. Le terme correctif C_t intervenant dans le calcul du niveau d'évaluation du bruit particulier est fonction de l'émergence tonale, c'est-à-dire de la différence entre le niveau de la bande émergente et la moyenne arithmétique des niveaux des bandes voisines.

Si l'émergence tonale est à la limite de deux bandes voisines, le niveau de la bande émergente est déterminé par la somme énergétique des niveaux des deux bandes concernées.

Art. 33. Si l'analyse s'effectue en 1/3 d'octave, on applique, en fonction de l'émergence tonale E en dB présente dans le bruit particulier de l'établissement :

- un terme correctif de 3 dB(A), pour $6 < E \leq 9$;
- un terme correctif de 4 dB(A), pour $9 < E \leq 12$;
- un terme correctif de 5 dB(A), pour $12 < E \leq 15$;
- un terme correctif de 6 dB(A), pour $15 < E$.

Si l'analyse s'effectue en 1/24 d'octave, on applique, en fonction de l'émergence tonale E en dB présente dans le bruit particulier de l'établissement :

- un terme correctif de 2 dB(A), pour $12 < E \leq 15$;
- un terme correctif de 3 dB(A), pour $15 < E \leq 18$;
- un terme correctif de 4 dB(A), pour $18 < E \leq 21$;
- un terme correctif de 5 dB(A), pour $21 < E \leq 24$;
- un terme correctif de 6 dB(A), pour $24 < E$.

Art. 34. Par dérogation à l'article 33, ne sont pas prises en compte les émergences tonales pour lesquelles le niveau pondéré A de la bande émergente est inférieur de 15 dB ou plus, à la valeur globale du spectre exprimée en dB(A).

Sous-section 4. — Bruits impulsifs

Art. 35. Un bruit peut être qualifié d'impulsif si la mesure selon la caractéristique dynamique « impulse » fournit un niveau maximal supérieur de 5 dB(A) au niveau maximal selon la caractéristique dynamique « slow ».

Le caractère impulsif d'un bruit peut également être mis en évidence par la mesure des $L_{A\text{éq},10\text{msec}}$. Dans ce cas, un bruit peut être qualifié d'impulsif si l'on constate une augmentation de 10 dB(A) ou plus entre deux $L_{A\text{éq},10\text{msec}}$ successifs et si la durée du phénomène n'excède pas 1 seconde.

Art. 36. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement comporte des bruits impulsifs, un terme correctif C_i de 5 dB(A) est appliqué aux intervalles de mesures du bruit particulier, caractérisés par ces bruits impulsifs. Cette disposition ne s'applique pas au bruit en provenance des organes de sécurité.

Art. 37. Les bruits impulsifs sont limités de telle sorte que l'on ait, selon la méthode de mesure utilisée :

$$L_{A\text{imp,max}} \leq 75 \text{ dB(A)} \text{ ou } L_{A\text{éq},10\text{msec,max}} \leq 80 \text{ dB(A)}.$$

$L_{A\text{imp,max}}$ est la valeur maximale atteinte par le niveau de pression acoustique pondéré A , mesuré selon la caractéristique dynamique « impulse », durant l'intervalle de mesurage.

$L_{A\text{éq},10\text{msec,max}}$ est la valeur maximale atteinte par le $L_{A\text{éq},10\text{msec}}$, durant l'intervalle de mesurage.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 38. Sans préjudice de l'article 6 du décret, les conditions particulières d'exploitation peuvent déroger aux conditions sectorielles s'appliquant à une installation lorsque ces dernières contiennent des dispositions incompatibles entre elles.

Art. 39. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2002.

Art. 40. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, l'Urbanisme et l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 juillet 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe

Tableau 1. — Valeurs limites générales de niveaux de bruit applicables à un établissement classé

Zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées		Valeurs limites (dBA)		
		Jour 7 h - 19 h	Transition 6 h - 7 h 19 h - 22 h	Nuit 22 h - 6 h
I	Toutes zones, lorsque le point de mesure est situé à moins de 500 m de la zone d'extraction, d'activité économique industrielle ou d'activité économique spécifique, ou à moins de 200 m de la zone d'activité économique mixte, dans laquelle est situé l'établissement	55	50	45
II	Zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, sauf I	50	45	40
III	Zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parcs, sauf I	50	45	40
IV	Zones de loisirs, de services publics et d'équipements communautaires	55	50	45

Tableau 2. — Valeurs limites de niveaux de bruit pouvant être appliquées dans les conditions particulières relatives à un établissement existant, ayant fait l'objet d'une autorisation d'exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté

Zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées		Valeurs limites (dBA)		
		Jour 7 h - 19 h	Transition 6 h - 7 h 19 h - 22 h	Nuit 22 h - 6 h
I	Toutes zones, lorsque le point de mesure est situé à moins de 500 m de la zone d'extraction, d'activité économique industrielle ou d'activité économique spécifique, ou à moins de 200 m de la zone d'activité économique mixte, dans laquelle est situé l'établissement	60	55	50
II	Zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, sauf I	55	50	45
III	Zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parcs, sauf I	55	50	45
IV	Zones de loisirs, de services publics et d'équipements communautaires	60	55	50

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 4 juillet 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 3408 (2002 — 3291)

[C — 2002/27902]

4. JULI 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe. — Errata

Der Wortlaut des oben genannten Erlasses, der am 21. September 2002 im *Belgischen Staatsblatt* auf den Seiten 42038 und folgenden veröffentlicht wurde, muss durch den nachstehenden Wortlaut ersetzt werden :

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4 und 9;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 20. März 2002 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 32.052/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

«Dekret»: das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

«Bereits vorhandener Betrieb»: ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine Betriebsgenehmigung ausgestellt wurde.

KAPITEL II — *Ansiedlung und Bau*

Art. 2 - Am Eingang eines jeden Betriebs der Klasse 1 und 2 werden folgende leserliche Informationen angegeben:

- die Art des Betriebs;
- das Ablaufdatum der Genehmigungsfrist;
- Name, Anschrift und Telefonnummer des Gesellschaftssitzes des Betreibers;
- die Telefonnummer des Betriebssitzes;
- die Anschrift und Telefonnummer des mit der Aufsicht beauftragten Beamten;
- die Telefonnummer(n) der im Falle einer Katastrophe oder eines Brands zu kontaktierende(n) Dienststelle(n).

Art. 3 - Die Betriebe werden derart geplant, angesiedelt und ausgerüstet, dass die Gefahren, Belästigungen oder Nachteile für den Menschen und die Umwelt, die sie mittelbar oder unmittelbar, während oder nach dem Betrieb verursachen können, wirksam vermieden oder eingeschränkt werden.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 4 - Der Betreiber sorgt für den betriebsfähigen Zustand, die Unterhaltung und Sauberkeit des Betriebs.

Der gesamte Betrieb, einschließlich des Ein- und Ausgangs, die Parkflächen und die Umgebung des Betriebs werden regelmäßig gereinigt.

Art. 5 - Der Betreiber trifft die notwendigen Vorsichtsmaßnahmen, um sicherzustellen, dass die in dem Betrieb zugelassenen Stoffe und Substanzen von deren Art und Herkunft her den Betriebsgenehmigungen entsprechen.

KAPITEL IV — *Unfall- und Feuerverhütung*

Art. 6 - Der Betreiber ist verpflichtet, unter jeglichen Umständen die ständigen und gelegentlichen Gefahren einer unfallbedingten Verschmutzung, eines Brands oder einer Explosion zu erkennen und die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um diesen schnell und wirksam vorzubeugen bzw. sie zu bekämpfen.

Es werden alle Maßnahmen getroffen, um an den Orten, an denen leicht- oder hochentzündliche Produkte benutzt, gehandhabt oder gelagert werden, eine explosionsfähige Atmosphäre zu vermeiden. Die Vorsichtsmaßnahmen zielen vorrangig darauf ab, die entzündlichen Gas-, Dampf- oder Staubemissionen zu verringern. In allen Fällen, in denen das Ausbleiben von entzündlichen Gas-, Dampf- oder Staubemissionen nicht gewährleistet werden kann, werden Sondermaßnahmen getroffen, um die Verdünnung in der Luft zu erhöhen und Entflammung zu verhindern.

Alle Vorsichtsmaßnahmen werden getroffen, um die Emissionen von Schadstoffen in der Luft, im Wasser und im Boden zu vermeiden. Die Arbeitsvorgänge, die gefährliche oder umweltbelastende Substanzen freisetzen können, werden derart vorausgeplant, dass das Ausbleiben von Emissionen in die Umwelt gewährleistet ist. Dieser Erfordernis kann durch vorhergehende Säuberungsvorgänge und durch den Einsatz wirksamer Retentionsmaßnahmen nachgekommen werden.

Alle Plätze zum Beladen mobiler Tanks oder Kraftstoffbehälter befinden sich auf undurchlässigen Böden und werden in Richtung von Kläranlagen dräniert, die absehbaren Verschmutzungen angepasst und ausreichend dimensioniert sind. Die Übertragungsvorgänge erfolgen mit Hilfe von Pumpen, deren Funktion von der Detektion der Wachsamkeit eines Operators abhängt. Die Übertragung in mobile Behälter durch Schwerkraft ist untersagt.

Die Organe und Steuerungen zur Übertragung gefährlicher und umweltbelastender Stoffe sind deutlich identifizierbar, was die Art der Flüssigkeiten und deren Bestimmung betrifft. Der Zugang zu den Organen und Steuerungen ist unbefugten Personen untersagt.

Alle gelegentlichen Vorgänge, die Mengen von Abwässern, Schlämmen oder gefährlichen Abfällen erzeugen können, die die in dem Betrieb vorgesehenen Beseitigungskapazitäten überschreiten, sind Gegenstand einer Sonderplanung, die den guten Ablauf der Arbeiten mit Rücksicht auf die umweltbezogenen Regelungen gewährleistet.

Es werden Mittel zur Detektion explosionsfähiger Atmosphären, von Bränden oder Emissionen gefährlicher oder umweltbelastender Stoffe an allen Orten eingerichtet, an denen derartige Situationen absehbar sind und für den Menschen und die Umwelt eine unmittelbare Gefahr darstellen würden. Diese Detektoren setzen ein Alarmsystem bei den Einsatzbeauftragten und gegebenenfalls ein automatisches Bekämpfungssystem in Gang, wenn ein schneller menschlicher Einsatz nicht sichergestellt werden kann.

Das gesamte betroffene Personal wird regelmäßig von den Risiken einer unfallbedingten Verschmutzung, eines Brands oder einer Explosion, sowie von den Verhütungs- und Bekämpfungsmitteln in Kenntnis gesetzt. Schriftliche Anweisungen bezüglich der Verhütungs- und Einsatzregeln werden sichtbar und leserlich an denjenigen Stellen angebracht, an denen die Risiken aufgedeckt wurden, sowie an den Ausgangsstellen der Einsatzmannschaften.

Der Betreiber sorgt dafür, dass alle zur Beherrschung der Verschmutzungs-, Brand- und Explosionsrisiken notwendigen Vorrichtungen in einem betriebsfähigen Zustand erhalten bleiben. Das Material zur Detektion und Bekämpfung von Bränden wird einmal im Jahr kontrolliert.

KAPITEL V — Wasser

Abschnitt 1 — Ableitung der Abwässer

Art. 7 - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

- gewöhnliches Oberflächenwasser: das gewöhnliche Oberflächenwasser, im Sinne des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;
- öffentliche Kanalisation: die öffentliche Kanalisation im Sinne des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;
- künstliche Ableitwege des Regenwassers: die künstlichen Ableitwege des Regenwassers im Sinne des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;
- Abwässer: die Abwässer im Sinne des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;
- abgeleitete Abwässer: die Abwässer, die am Ausgang der Ablassleitung in ein gewöhnliches Oberflächenwasser, in eine öffentliche Kanalisation oder in einen künstlichen Ableitweg des Regenwassers abfließen;
- Kühlwasser: Wasser, das in der Industrie für die Durchlaufkühlung benutzt wird und nicht mit den zu kühlenden Stoffen in Kontakt geraten ist;
- BSB₅: der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C;
- pH-Wert: der Koeffizient, der die Azidität oder Basizität eines Milieus kennzeichnet.

Art. 8 - Die Emissionen werden

- entweder in Konzentration (mg/l);
- Tageslast (kg/Tag);
- Monatslast (kg/Monat);
- Jahreslast (kg/Jahr);
- oder in jeder sonstigen, sich der Situation anpassenden Einheit ausgedrückt.

Art. 9 - Unbeschadet des Absatzes 2 stellen die in den Betriebsbedingungen angeführten Emissionswerte die jederzeit zu beachtenden Höchstwerte dar.

Die sektorbezogenen Bedingungen können in den Durchschnittswerten für einen Zeitraum von 24 Stunden bestehen. In diesem Fall entsprechen diese Durchschnittswerte zwei Dritteln der in den sektorbezogenen Bedingungen festgelegten Höchstwerte und der dem Fünffachen der Durchschnittswerte entsprechende Wert darf zu keinem Zeitpunkt überschritten werden.

Wenn die sektorbezogenen Bedingungen Durchschnittswerte festlegen, so fordern sie von dem Betreiber, dass er Mess-, Aufzeichnungs- und Probeentnahmegerate einrichtet, durch die die Einhaltung der Durchschnittswerte kontrolliert werden kann.

Wenn die abgeleiteten Abwässer von der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser oder von Grundwasser herrühren, können die durch die sektorbezogenen Bedingungen festgelegten Werte zu den entsprechenden Gehalten des entnommenen Wassers hinzugezählt werden.

Die Absätze 2 und 3 sind nicht für den pH-Wert, die Temperatur, den Geschmack, die Farbe, den Geruch und die mikrobiologischen Parameter, mit Ausnahme des BSB₅, anwendbar.

Wenn mehrere sektorbezogene Bedingungen auf eine Ableitung von Abwasser anwendbar sind, werden die sektorbezogenen Bedingungen berechnet, indem die durch die entsprechenden Abflussmengen gewichteten individuellen Bedingungen zusammengezählt werden.

Sektorbezogene oder Sonderbedingungen können für die gesamten Ableitungen des Abwassers auferlegt werden.

Art. 10 - In den nachstehenden Fällen können die Sonderbedingungen für die Ableitungen weniger streng ausfallen als die sektorbezogenen Bedingungen:

- wenn die Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt zeigt, dass die Auswirkungen auf den Vorfluter geringfügig sind;
- wenn sich zeigt, dass keine bessere verfügbare Technologie es dem betroffenen Betreiber ermöglicht, den sektorbezogenen Bedingungen nachzukommen. In diesem Fall unterliegen die gewährten abweichenden Genehmigungen einer Frist, nach deren Ablauf sie entweder teilweise oder in ihrer Gesamtheit bestätigt oder unter Berücksichtigung der in der Zwischenzeit erzielten wissenschaftlichen und technologischen Fortschritte aufgehoben werden;
- Wenn eine Vereinbarung zwischen dem Betreiber und der Behörde besteht, die die Klärstation, in die die Abwässer abgeleitet werden, verwaltet und wenn sich zeigt, dass diese Abwässer mit ihrer vorhandenen Schadstoffbelastung zufriedenstellend in dieser Klärstation behandelt werden können;
- wenn der Wert der mikrobiologischen Parameter, abgesehen von dem BSB₅, des pH-Werts, der Temperatur, des Geschmacks, der Farbe und des Geruchs in dem aufnehmenden Wasser den natürlichen Wert überschreitet und/oder die Einhaltung der sektorbezogenen Bedingungen unmöglich macht oder wenn der natürliche Wert des entnommenen Wassers den sektorbezogenen Wert überschreitet.

Abschnitt 2 — Wasserentnahmestellen

Art. 11 - Die Wasserentnahmestellen beachten folgende Bedingungen:

- die Qualität des Wassers der Grundwasserleitschicht bleibt erhalten;
- die Gesamtmenge des in der Grundwasserleitschicht entnommenen Wassers überschreitet weder das jährliche Durchschnittsvolumen der natürlichen Wasserzufuhr besagter Grundwasserleitschicht, noch ein Wasservolumen, das jederzeit den Niedrigwasserabfluss der von besagter Grundwasserleitschicht versorgten Wasserläufe gewährleistet;
- die Sicherheit der Personen und der Güter wird nicht durch die in der Grundwasserleitschicht vorgenommenen Änderungen beeinträchtigt.

In Abweichung des Absatzes 1, 2° können die Sonderbedingungen in außergewöhnlichen Umständen und für einen begrenzten Zeitraum eine bestimmte Überschreitung des zugelassenen Abflusses genehmigen.

KAPITEL VI — Luft

Art. 12 - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

- Luftverschmutzung: die Luftverschmutzung im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung;
- kanalisierte Emission: Emission, die vor ihrer Abführung in die Luft an einer Ableitstelle aufgefangen und wenn nötig gereinigt wird;
- diffuse Emission: Emission, die aus technischen oder wirtschaftlichen Gründen weder aufgefangen, noch an einer Ableitstelle abgeführt werden kann;
- Emissionsgrenzwert: die unter Berücksichtigung bestimmter spezifischer Parameter ausgedrückte Masse, die Konzentration und/oder das Emissionsniveau, die im Laufe einer oder mehrerer gegebener Zeiträume nicht zu überschreiten sind. Sofern keine anderslautenden Angaben vorliegen, ist dieser Wert an den Ableitstellen der Emissionen anwendbar;
- Geruchspegel: der Verdünnungsfaktor «d», der auf eine Ableitung in die Luft anzuwenden ist, um durch Geruchsmessung ihre Wahrnehmungsschwelle zu erhalten. Das heißt, der anzuwendende Verdünnungsfaktor, damit 50 % der Testriecher einen Geruch wahrnimmt.

$$d = \frac{D_P + D_O}{D_O}$$

D_P : Volumenstrom von frischer Luft

D_O : Volumenstrom von riechender Luft.

Er wird in der Anzahl Geruchseinheiten pro m^3 , das heißt in uo/m^3 , ausgedrückt;

Geruchsstrom: das Produkt aus dem ausgestoßenen Luftstrom und dem Geruchspegel, ausgedrückt in der Anzahl Geruchseinheiten pro Stunde (uo/h);

Massenstrom: die Masse der pro Zeiteinheit ausgestoßenen Substanzen, ausgedrückt in g/h ;

Zielsetzung für die Luftqualität: Grenzwerte, Alarmschwellen,... im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität;

Niveau: Konzentration eines Schadstoffs in der freien Umgebungsluft, mit Ausnahme der Arbeitsplätze, oder dessen Ablagerung auf den Flächen innerhalb eines gegebenen Zeitraums.

Art. 13 - Wenn für einen oder mehrere Schadstoffe die kurzfristigen Zielsetzungen für die Luftqualität überschritten werden können oder überschritten sind, trifft der Betreiber einer Anlage, deren Massenströme für diese Schadstoffe oder für Vorläufersubstanzen dieser Schadstoffe höher sind als diejenigen, die eigens zu diesem Zweck in den sektorbezogenen Bedingungen festgelegt wurden, aus eigener Initiative oder auf Anfrage des technischen Beamten alle erforderlichen Maßnahmen, um die Emissionen dieses(dieser) Schadstoffs(e) oder der Vorläufersubstanzen einzuschränken, und zwar bis zur Notifizierung des Endes des Alarms.

Art. 14 - Die Emissionen werden folgendermaßen ausgedrückt:

entweder entsprechend der mit Referenzbedingungen hinsichtlich der Temperatur, des Drucks, des Feuchtigkeitsgrads, des Prozentsatzes an Sauerstoff oder Kohlendioxid in Zusammenhang gebrachten Konzentration. Die zur Verdünnung oder Kühlung der gasförmigen Ausstöße dienenden Luftmengen werden nicht berücksichtigt;

oder entsprechend der gesamten ausgestoßenen Schadstoffmenge, das heißt der sich auf eine Betriebsperiode unter den für die Umwelt schlechtesten Bedingungen beziehende Massenstrom. Die besonderen Betätigungsbedingungen zur Inangangsetzung oder Einstellung der Anlage werden nicht berücksichtigt;

oder entsprechend dem Emissionsfaktor, das heißt die in kg/t oder g/t ausgedrückte Schadstoffmenge, die pro Einheit des hergestellten Produkts, des verbrauchten Brennstoffs oder Sonstiges ausgestoßen wird;

oder entsprechend dem Geruchsstrom.

Art. 15 - Unbeschadet der Absätze 2 und 3 beziehen sich die Emissionsgrenzwerte auf folgende normale Bedingungen gemessen:

Temperatur = 273,15 K

Druck = 101,3 kPa

trockenes Gas = Feuchtigkeitsgrad gleich Null.

Wenn die Ausstöße wegen der Verwendung eines wasserstoffreichen Brennstoffs oder aus Gründen einer feuchten Klärung, einer Kühlung durch Wasserzerstäubung oder einer Trockenanlage sehr viel Wasser enthalten, entsprechen die normalen Bedingungen denjenigen, die während der Messung vorherrschen.

Wenn für eine Verbrennungsanlage oder Anlage für einen mit der Verbrennung gleichwertigen Vorgang der Sauerstoffgehalt der Gasrückstände angegeben wird, wird die nachstehende Formel benutzt, um die Grenzwerte diesem Gehalt anzupassen:

$$E_R = \frac{21 - O_R}{21 - O_M} \times E_M$$

wobei:

E_R der dem Referenzgehalt an Sauerstoff angepassten Emission entspricht;

E_M der gemessenen Emission entspricht;

O_M dem gemessenen Sauerstoffgehalt entspricht;

O_R dem Referenzgehalt an Sauerstoff entspricht.

Art. 16 - Für die ununterbrochenen Verfahren, die durch einen Betriebszyklus gekennzeichnet sind, der aufeinanderfolgende Vorgänge enthält, entsprechen die Emissionsgrenzwerte Durchschnittswerten, die sich auf die Gesamtheit der Vorgänge beziehen, die zu einer Emission in die Luft im Laufe eines Zyklus führen.

Art. 17 - § 1 - Die Emissionen in die Luft werden aufgefangen, wenn nötig gereinigt, zur Ableitstelle geleitet und abgelassen, indem eine zufriedenstellende Dispersion in die Luft gewährleistet wird. Die Form der Leitungen, insbesondere an der Stelle, die der Ausmündung in die Luft am nächsten ist, wird derart geplant, dass das maximale Aufsteigen der Gase in die Luft gefördert wird.

§ 2 - Falls die Emissionen nicht aufgefangen werden können, trifft der Betreiber die notwendigen Maßnahmen, um die Erzeugung von Emissionen in die Luft am Ursprung und deren Verbreitung in die Umgebung einzuschränken.

Je nach den Umständen und den technischen und wirtschaftlichen Möglichkeiten trifft er Maßnahmen, die auf Folgendes abzielen:

— die Verringerung der Häufigkeit und des Ausmaßes der Emissionen in die Luft, indem insbesondere die Ursprungsstellen abgeschlossen werden;

— die Verringerung der Verbreitung der Emissionen in die Umgebung, indem insbesondere das Betriebsgelände derart umgestaltet wird, dass die wichtigen Ursprünge von Emissionen in die Luft von den Wohngebieten ferngehalten werden.

KAPITEL VII — *Lärm*

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 18 - Das vorliegende Kapitel betrifft die Geräuschpegel an der Immissionsstelle, das heißt auf die Pegel, denen die Nachbarschaft des Betriebs durch dessen Bewirtschaftung unterliegt. Es handelt sich um das Sondergeräusch im Sinne des Artikels 20, 3°.

Für die vorliegenden Bedingungen werden die Geräusche in Verbindung mit dem Verkehr der Fahrzeuge und der auf den Baustellen benutzten mobilen Maschinen nicht in Betracht gezogen.

Art. 19 - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

— gewichteter äquivalenter Dauerschalldruckpegel ($L_{Aeq,T}$): der A-gewichtete Schalldruckpegel eines beständigen Dauergeräuschs, der während einer bestimmten Zeitspanne T denselben mittleren quadratischen Druck wie das schwankende Geräusch aufweisen würde. Dieser Pegel wird in dB(A) ausgedrückt;

— Umgebungsgeräusch: Das Geräusch, das sich aus der Auswirkung aller Schallquellen in einem gegebenen Ort und zu einer gegebenen Zeit ergibt;

— Sondergeräusch: eine der Komponenten des Umgebungsgeräuschs, die mit einer spezifischen Quelle in Zusammenhang gebracht werden kann.

— Der A-gewichtete äquivalente Dauerschalldruckpegel eines Sondergeräuschs, das sich auf eine Zeitspanne T bezieht, wird durch das Symbol $L_{Aeq,part,T}$ dargestellt;

Beurteilungspegel des Sondergeräuschs $L_{Ar,T}$: der A-gewichtete äquivalente Dauerschalldruckpegel des Sondergeräuschs des Betriebs, der mit zwei Korrekturgliedern (C_t und C_i), die mögliche tonale bzw. impulsartige Geräusche darstellen, ausgeglichen wird: $L_{Ar,T} = L_{Aeq,part,T} + C_t + C_i$;

— Bezugsperiode: die repräsentative Periode, während deren typische menschliche Aktivitäten stattfinden, die bei der Festlegung der Grenzwerte berücksichtigt werden;

Beobachtungsintervall: die Zeitspanne, auf die sich der Bewertungspegel bezieht.

— Die Dauer des Beobachtungsintervalls wird auf eine Stunde festgelegt.

Messintervall: die von dem mit der Aufsicht beauftragten Beamten oder von dem zugelassenen Laboratorium gewählte Zeitspanne, während deren die Geräuschpegel effektiv gemessen werden.

— Diese Messintervalle werden von dem Operator auf der Grundlage verschiedener relevanter Parameter festgelegt, wie die Art und die Dauer der Betriebsbedingungen des betreffenden Betriebs, die Witterungsverhältnisse und die Präsenz weiterer störender Geräuschquellen;

— Angrenzende Bauten: Mauern, die einem Betrieb und einem Gebäude, in dem Personen wohnen, die in keinerlei Beziehung zu diesem Betrieb stehen, gemeinschaftlich sind. Falls keine gemeinschaftliche Mauer besteht, ist ebenfalls von angrenzenden Bauten die Rede, wenn die Gefahr einer Schallübertragung über Festkörper besteht;

— Geräusch tonaler Art: das Geräusch, das hauptsächlich aus tonalen Bestandteilen besteht;

Impulsartiges Geräusch: das Geräusch, das aus einem oder mehreren Impulsen akustischer Energie besteht;

— Tagesperiode: der Zeitraum von 07h00 bis 19h00 werktags, einschließlich samstags;

— Übergangsperiode: der Zeitraum von 06h00 bis 07h00 und von 19h00 bis 22h00, werktags, einschließlich samstags, und von 06h00 bis 22h00 an Sonn- und Feiertagen.

— Nachtperiode: der Zeitraum an allen Tagen der Woche von 22h00 bis 06h00;

— CWATUP: «Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine» (Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe);

— Wohngebiet: das in Artikel 26 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Wohngebiet mit ländlichem Charakter: das in Artikel 27 des CWATUP erwähnte Gebiet;

Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen: das in Artikel 28 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Freizeitgebiet: das in Artikel 29 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Gewerbegebiet: das in Artikel 30 des CWATUP erwähnte Gebiet;

- Abbaugbiet: das in Artikel 32 des CWATUP erwähnte Gebiet;
- Agrargebiet: das in Artikel 35 des CWATUP erwähnte Gebiet;
- Forstgebiet: das in Artikel 36 des CWATUP erwähnte Gebiet;
- Grüngebiet: das in Artikel 37 des CWATUP erwähnte Gebiet;
- Naturgebiet: das in Artikel 38 des CWATUP erwähnte Gebiet;
- Sicherheitsorgan: das Organ zur Vermeidung einer Funktionsstörung der Anlage.

Art. 20 - Die Grenzwerte sind anwendbar auf den Beurteilungspegel des mit einem Betrieb zusammenhängenden Sondergeräuschs. Diese Werte sind bei jedem einstündigen Beobachtungsintervall innerhalb der berücksichtigten Bezugsperiode zu beachten.

Dieses Beobachtungsintervall bezieht sich auf eine Gleitstunde, d.h. es kann zu jedem Zeitpunkt beginnen, jedoch ohne sich dabei über zwei verschiedene Bezugsperioden auszudehnen.

Art. 21 - In den Wohngebieten und ländlichen Wohngebieten sind die vorerwähnten Vorschriften an jedem Punkt der Immissionsstellen zu beachten.

In den Agrar-, Forst-, Grün-, Natur-, Park-, Freizeitgebieten und den Gebieten für gemeinschaftliche Anlagen und öffentliche Dienststellen werden die Messungen an den in der Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung angegebenen Stellen durchgeführt.

Die Bauerwartungsgebiete werden aufgrund ihrer von dem kommunalen Raumordnungsplan zugeteilten Zweckbestimmung in Erwägung gezogen.

In Abweichung des Absatzes 1 können die Stellen der Referenzmessungen in den besonderen Betriebsbedingungen näher angegeben werden, um die Überwachung zu erleichtern oder die lokalen Besonderheiten zu berücksichtigen. In diesem Fall stellen diese Stellen die einzigen Referenzen dar, was die Einhaltung der allgemeinen Grenzwerte der Geräuschpegel betrifft.

Im Falle einer Änderung des Sektorenplans bleiben die Schwellen für die bereits bestehenden Betriebe diejenigen, die sich aus der bei der Gewährung der Genehmigung währenden Lage des Sektorenplans ergaben.

Art. 22 - Die Grenzwerte sind nicht innerhalb der Gewerbegebiete, in den Abbaugebieten und in den Bauerwartungsgebieten mit industriellem Charakter anwendbar.

Art. 23 - In den Sonderbedingungen können Überschreitungen der Grenzwerte in näher angegebenen außergewöhnlichen Situationen vorgesehen werden.

Abschnitt 2 — Allgemeine Grenzwerte

Art. 24 - Die Grenzwerte des Beurteilungspegels des Sondergeräuschs werden unter Berücksichtigung der Immissionsstelle festgesetzt, an der die Messungen vorgenommen werden und sind in der Tabelle 1 der beigefügten Anlage anzufinden.

In Abweichung des Absatzes 1 und unbeschadet des Artikels 26 können für die bereits bestehenden Betriebe die Grenzwerte der beigefügten Tabelle 2 in den Sonderbedingungen vorgesehen werden.

Art. 25 - Im Falle von angrenzenden Bauten sind gemäß Artikel 31, letzter Absatz auf die innerhalb der Wohnungen gemessenen Geräuschpegel ebenfalls Grenzwerte anwendbar. Diese Grenzwerte sind folgende:

- 35 dB (A) während der Tagesperiode;
- 30 dB (A) während der Übergangsperiode;
- 25 dB (A) während der Nachtperiode.

Die innerhalb der Wohnungen auferlegten Grenzwerte ergänzen die außerhalb festgesetzten Grenzwerte, die weiterhin anwendbar bleiben.

Art. 26 - § 1 - Den in Artikel 24, Absatz 2 erwähnten Betrieben, die zum Zeitpunkt der Einreichung der Akte den Grenzwerten der als Anlage beigefügten Tabelle 2 nicht genügen, wird in der Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung die Durchführung einer technisch-wirtschaftlichen Untersuchung auferlegt, die die Durchführbarkeit von Investitionen zur Verringerung der Geräuschemissionen und die sich daraus ergebenden vorausschauenden Geräuschpegel bewertet.

§ 2 - Die Untersuchung wird in Zusammenarbeit mit einer auf der Grundlage des Königlichen Erlasses vom 2. April 1974 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der mit dem Test und der Kontrolle von Geräten und Vorrichtungen im Rahmen der Lärmbekämpfung beauftragten Laboratorien und Einrichtungen zugelassenen Einrichtung durchgeführt. Die Untersuchung wird von der zugelassenen Einrichtung genehmigt.

§ 3 - Die Untersuchung wird dem technischen Beamten innerhalb der in der Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung festgesetzten Frist vorgelegt.

Auf der Grundlage der Untersuchung schlägt der technische Beamte der Behörde vor, zusätzliche Sonderbedingungen zur Festlegung der Art der Sanierungsarbeiten, deren Durchführungsfrist und der endgültigen Grenzwerte der Geräuschpegel zu verabschieden.

Diese Grenzwerte können diejenigen der als Anlage beigefügten Tabelle 2 überschreiten.

§ 4. Falls eine Untersuchung durch die Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung vorgeschrieben wurde, wird bis zur Durchführung dieser Sanierungsarbeiten und bis zur Anwendung der endgültigen Grenzwerte eine Toleranz von 10dB (A) auf die Grenzwerte der als Anlage beigefügten Tabelle 2 angewandt.

Art. 27 - Insofern die Beachtung des vorliegenden Erlasses zum Zeitpunkt der Einreichung der Genehmigung bei den bereits bestehenden Betrieben Anpassungsarbeiten erfordert, kann in der Genehmigung eine Anpassungsfrist von höchstens einem Jahr ab dem Genehmigungsdatum festgelegt werden. In diesem Fall werden in der Genehmigung die während dieser Frist zu beachtenden Bedingungen festgelegt.

Abschnitt 3 — Messbedingungen

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. 28 - Die Lautstärkemessinstrumente entsprechen den durch die für die Geräte der Klasse I geltenden Normen CEI651 und CEI804 festgesetzten Erfordernissen.

Art. 29 - Der Messbericht steht dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung und enthält die nachstehenden Angaben, wenn nötig unter Beifügung eines Belegs seitens des Verantwortlichen für die Messung:

- Name des Verantwortlichen für die Messung;
- Name des Berichterstatters;
- Datum, Uhrzeit und Dauer der Messung, Messperiode;
- Lokalisierung der Messung, Messstelle;
- Identifizierung des Betriebs;
- Witterungsverhältnisse;
- Typ und Eigenschaften des benutzten Messgeräts;
- verwendete Messmethode;
- gemessene Größen (äquivalente Pegel, statistische Pegel,...) und erzielte Ergebnisse;
- Beschreibung der wahrgenommenen Geräusche: Schwankungen, Unterbrechungen, Reintöne oder impulsartige Töne.

Unterabschnitt 2 — Position der Messstelle

Art. 30 - Die Messungen werden außerhalb der Wohnungen und möglichst 3,50 Meter von jeder anderen schallreflektierenden Fläche als dem Boden durchgeführt.

Sie können ebenfalls in den Stockwerken der Wohngebäude im Plan der geöffneten Fenstern durchgeführt werden.

Im Rahmen des Möglichen werden sie zwischen 1,2 Meter und 1,5 Meter über dem Boden oder dem betreffenden Stockwerk durchgeführt.

Die Messungen dürfen nicht bei Niederschlägen oder bei einer Windstärke von mehr als 5 m/s erfolgen.

Im Falle von angrenzenden Bauten werden bei geschlossenen Türen und Fenstern innerhalb der Gebäude, die in keinerlei Beziehung zu dem Betrieb stehen, in den Räumen, die gewöhnlich von Personen bewohnt werden, zusätzliche Messungen durchgeführt, und zwar zwischen 1,2 Meter und 1,5 Meter oberhalb des Fußbodens und wenn möglich mindestens 1 Meter von den Mauern ohne Fenster und 1,5 Meter von den Mauern mit Fenstern entfernt.

Unterabschnitt 3 — Tonales Geräusch

Art. 31 - Die Präsenz eines tonalen Geräusches kann allgemein durch eine Analyse nach Oktavendritteln festgestellt werden und rechtfertigt die Verwendung eines Korrekturglieds.

Wenn die Präsenz eines tonalen Geräusches vermutet wird, das jedoch nicht durch eine Analyse nach Oktavendritteln festgestellt werden kann, hat der für die Messung Verantwortliche die Möglichkeit, auf eine Analyse nach Oktavenvierundzwanzigsteln zurückzugreifen.

Art. 32 - Das Korrekturglied C_i , das bei der Berechnung des Bewertungspegels des Sondergeräusches angewandt wird, hängt von dem tonalen Auftreten ab, d.h. dem Unterschied zwischen dem Pegel des Bandes, in dem sich die tonale Frequenz befindet und dem arithmetischen Mittelwert der Pegel der angrenzenden Bänder.

Falls die tonale Frequenz sich an der Grenze von zwei angrenzenden Bändern befindet, wird als Pegel dieses Bandes die energetische Summe der Pegel der beiden betreffenden Bänder berücksichtigt.

Art. 33 - Wenn die Analyse nach Oktavendrittelbändern durchgeführt wird, werden unter Berücksichtigung des Auftretens eines tonalen Geräusches E in dB, das in dem Sondergeräusch des Betriebs anwesend ist, folgende Korrekturglieder angewandt:

- ein Korrekturglied von 3 dB(A), für $6 < E < 9$;
- ein Korrekturglied von 4 dB(A), für $9 < E \leq 12$;
- ein Korrekturglied von 5 dB(A), für $12 < E \leq 15$;
- ein Korrekturglied von 6 dB(A), für $15 < E$.

Wenn die Analyse nach Oktavenvierundzwanzigsteln durchgeführt wird, werden unter Berücksichtigung des Auftretens eines tonalen Geräusches E in dB, das in dem Sondergeräusch des Betriebs anwesend ist, folgende Korrekturglieder angewandt:

- ein Korrekturglied von 2 dB(A), für $12 < E \leq 15$;
- ein Korrekturglied von 3 dB(A), für $15 < E \leq 18$;
- ein Korrekturglied von 4 dB(A), für $18 < E \leq 21$;
- ein Korrekturglied von 5 dB(A), für $21 < E \leq 24$;
- ein Korrekturglied von 6 dB(A), für $24 < E$.

Art. 34 - In Abweichung des Artikels 33 wird das Auftreten von tonalen Geräuschen, für die der A-gewichtete Pegel des betreffenden Frequenzbandes den in dB(A) ausgedrückten globalen Wert des Spektrums um 15 dB oder mehr unterschreitet, nicht berücksichtigt.

Unterabschnitt 4 — Impulsartige Geräusche

Art. 35 - Ein Geräusch kann als impulsartiges Geräusch gewertet werden, wenn die Messung gemäß der dynamischen Kennlinie «impulse» einen Maximalpegel ergibt, der um 5 dB(A) über dem Maximalpegel bei einer Messung gemäß der dynamischen Kennlinie «slow» liegt.

Der impulsartige Charakter eines Geräusches kann ebenfalls durch die Messung $L_{Aeq, 10msec}$ verdeutlicht werden. In diesem Fall kann ein Ton als impulsartiger Ton gewertet werden, wenn zwischen zwei aufeinanderfolgenden

$L_{Aeq, 10msec}$ - Messungen ein Anstieg um 10 dB(A) oder mehr festgestellt wird, oder wenn die Dauer des Phänomens 1 Sekunde nicht übersteigt.

Art. 36 - Weist das Sondergeräusch eines Betriebs wiederholte impulsartige Geräusche auf, wird ein Korrekturglied C_i von 5 dB(A) auf die Messintervalle angewandt, die durch impulsartige Geräusche charakterisiert werden. Diese Bestimmung ist nicht auf die Geräusche anwendbar, die von Sicherheitsorganen stammen.

Art. 37 - Die impulsartigen Geräusche betrachtet, müssen sie werden derart begrenzt, dass je nach der eingesetzten Messmethode folgende Werte erreicht werden:

$$L_{Aimp,max} \leq dB(A) \text{ oder } L_{Aeq,10msec,max} \leq 80 dB(A)$$

$L_{Aimp,max}$ ist der Maximalpegel des A-gewichteten Schalldrucks, gemessen nach der dynamischen Kennlinie «impulse» während des Messintervalls.

$L_{Aeq,10msec,max}$ ist der Maximalpegel, erreicht durch $L_{Aeq,10msec}$ während des Messintervalls.

KAPITEL VIII — Schlussbestimmungen

Art. 38 - Unbeschadet des Artikels 6 des Dekrets können die besonderen Betriebsbedingungen von den auf eine Anlage anwendbaren sektorbezogenen Bedingungen abweichen, wenn die Letzteren Bestimmungen enthalten, die untereinander unvereinbar sind.

Art. 39 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Oktober 2002 in Kraft.

Art. 40 - Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Juli 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage

Tabelle 1 — Auf einen eingestuftem Betrieb anwendbare allgemeine Grenzwerte der Geräuschpegel

Immissionsstelle, ander die Messungen durchgeführt werden		Grenzwerte (dBA)		
		Tag 7 h - 19 h	Übergang 6 h - 7 h 19 h - 22 h	Nacht 22 h - 6 h
I	Alle Gebiete, wenn sich die Messtelle weniger als 500 m von dem Abbaugelände, dem industriellen Gewerbegebiet oder dem spezifischen Gewerbegebiet, oder weniger als 200 m von dem gemischten Gewerbegebiet, indem der Betrieb liegt, befindet.	55	50	45
II	Wohngebiete und Wohngebiet mit ländlichem Charakter, außer I	50	45	40
III	Agrar-, Forst-, Grün-, Natur-, Parkgebiete, außer I	50	45	40
IV	Freizeitgebiete und Gebiete für gemeinschaftliche Anlagen und öffentlichen Dienststellen	55	50	45

Tabelle 2 - Grenzwerte der Geräuschpegel, die in den Sonderbedingungen bezüglich eines bereits bestehenden Betriebs angewandt werden können, der Gegenstand einer Betriebsgenehmigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden

Immissionsstelle, ander die Messungen durchgeführt werden		Grenzwerte (dBA)		
		Tag 7 h - 19 h	Übergang 6 h - 7 h 19 h - 22 h	Nacht 22 h - 6 h
I	Alle Gebiete, wenn sich die Messtelle weniger als 500 m von dem Abbaugelände, dem industriellen Gewerbegebiet oder dem spezifischen Gewerbegebiet, oder weniger als 200 m von dem gemischten Gewerbegebiet, indem der Betrieb liegt, befindet.	60	55	50
II	Wohngebiete und Wohngebiet mit ländlichem Charakter, außer I	55	50	45
III	Agrar-, Forst-, Grün-, Natur-, Parkgebiete, außer I	55	50	45
IV	Freizeitgebiete und Gebiete für gemeinschaftliche Anlagen und öffentlichen Dienststellen 60	55	55	50

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 4. Juli 2002

De Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 3408 (2002 — 3291)

[C — 2002/27902]

4 JULI 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning
Errata

De tekst van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 september 2002, bladzijden 42046 en volgende, dient te worden vervangen door onderstaande tekst :

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4 en 9;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de afdeling wetgeving van de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies 32.052/4 van de Raad van State, gegeven op 20 maart 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

decreet : het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

bestaande inrichting : inrichting waarvoor een exploitatievergunning is verleend vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 2. Bij de ingang van elke inrichting van klasse 1 en 2 worden de volgende gegevens op leesbare wijze aangebracht :

- soort inrichting;
- vervaldatum van de vergunning;
- naam, adres en telefoonnummer van de maatschappelijke zetel van de exploitant;
- telefoonnummer van de bedrijfszetel;
- adres en telefoonnummer van de toezichthoudende ambtenaar;
- telefoonnummer(s) van de dienst(en) waarmee contact moet worden opgenomen in geval van ramp of brand.

Art. 3. De inrichtingen zijn zo ontworpen, gebouwd of uitgerust dat de risico's, hinder of nadelen voor de mens en het leefmilieu, die ze rechtstreeks of onrechtstreeks met zich mee kunnen brengen tijdens of na de exploitatie, voorkomen en doelmatig beperkt kunnen worden.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 4. De exploitant zorgt voor de vlotte werking, het onderhoud en de reinheid van de inrichting.

De gezamenlijke inrichting wordt regelmatig gereinigd, met inbegrip van de in- en uitgang, de parkeerplaatsen en de omgeving.

Art. 5. De exploitant neemt de nodige voorzorgsmaatregelen om zich ervan te vergewissen dat de in de inrichting aanvaarde materialen of stoffen aan de exploitatienormen voldoen.

HOOFDSTUK IV. — *Preventie van ongevallen en brand*

Art. 6. De exploitant is verplicht in alle omstandigheden de permanente en occasionele risico's van accidentele verontreiniging, brand of ontploffing op te sporen en de nodige maatregelen te nemen om ze te voorkomen en snel en efficiënt te bestrijden.

Alle voorzorgsmaatregelen worden getroffen om ontplofbare atmosferen te voorkomen op de plaatsen waar makkelijk of uiterst ontbrandbare producten worden gebruikt, behandeld of opgeslagen. De voorzorgsmaatregelen zijn vooral bedoeld om de emissies van gas, stoom of brandbare stoffen te verminderen. In alle gevallen waar de afwezigheid van zulke emissies niet kan worden verzekerd, moeten bijzondere maatregelen worden getroffen om de verdunning ervan in de lucht te verhogen en om ontbranding te voorkomen.

Alle voorzorgsmaatregelen worden getroffen om emissies van verontreinigende producten in lucht, water of grond te voorkomen. Handelingen waardoor gevaarlijke of verontreinigende producten kunnen vrijkomen, worden zo gepland dat de afwezigheid van emissies in het leefmilieu gewaarborgd is. Aan die vereiste kan worden voldaan door een voorafgaande reiniging of door te voorzien in efficiënte retentiemiddelen.

Alle laadplaatsen voor mobiele tanks of brandstofreservoirs worden gevestigd op watervaste gronden en gedraineerd naar zuiveringsinstallaties geschikt voor voorzienbare en goed gedimensioneerde vervuilingen. De overbrengingshandelingen worden uitgevoerd met behulp van pompen die onder het toezicht van een operator staan. Overbrengingen naar mobiele tanks door zwaartekracht zijn verboden.

De organen en bedieningen voor de overbrenging van gevaarlijke of verontreinigende stoffen zijn duidelijk identificeerbaar wat betreft de aard en bestemming van de vloeistoffen. Ze zijn niet toegankelijk voor niet gemachtigde personen.

Alle occasionele handelingen die aanleiding kunnen geven tot hoeveelheden afvalwater, slib of gevaarlijk afval die de verwijdercapaciteiten van de inrichting overschrijden, zijn het voorwerp van een specifieke planning om het vlotte verloop van de werken te garanderen met inachtneming van de milieureglementeringen.

Er wordt voorzien in detectiemiddelen op elke plaats waar ontplofbare atmosferen, branden of emissies van gevaarlijke of verontreinigende stoffen zouden kunnen ontstaan en waar ze de mens of het leefmilieu rechtstreeks ernstige schade zouden kunnen toebrengen. Die detectoren schakelen een alarmsysteem in om de interventieploegen te waarschuwen alsook, in voorkomend geval, een automatisch bestrijdings- en veiligheidssysteem indien een spoedige menselijke interventie niet kan worden gegarandeerd.

Het gezamenlijke betrokken personeel wordt regelmatig ingelicht over het gevaar voor accidentele verontreiniging, brand en ontploffing alsook over de preventie- en bestrijdingsmiddelen. Geschreven instructies inzake preventie en interventie worden op zichtbare en leesbare wijze aangebracht op de plaatsen waar risico's bestaan en daar waar de interventieploegen gevestigd zijn.

De exploitant zorgt ervoor dat alle voorzieningen voor de beheersing van verontreinigings-, brand- en explosiegevaar in goede staat van werking verkeren. De apparatuur voor branddetectie en bestrijding wordt één keer per jaar gecontroleerd.

HOOFDSTUK V. — Water

Afdeling 1. — Lozing van afvalwater

Art. 7. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

— gewoon oppervlaktewater : het gewoon oppervlaktewater, zoals bedoeld in het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

— openbare riolering : de openbare riolering, zoals bedoeld in het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

— kunstmatige wegen voor de afvloeiing van regenwater : de kunstmatige wegen voor de afvloeiing van regenwater, zoals bedoeld in het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

— afvalwater : het afvalwater, zoals bedoeld in het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

— geloosd water : het water dat via een waterafvoerleiding terechtkomt in gewoon oppervlaktewater, in een openbare riolering of in een kunstmatige afvoerweg voor regenwater;

— koelwater : water gebruikt in de industrie voor open koeling en dat niet in contact is gekomen met de af te koelen stoffen;

— DBO₅ : de biochemische behoefte aan zuurstof voor vijf dagen op 20 °C,

— pH : de coëfficiënt die de zuurgraad of de basiciteit van een milieu bepaalt.

Art. 8. De emissies worden uitgedrukt :

— in concentratie (mg/l);

— in dagelijkse vuilvracht (kg/j);

— in maandelijkse vuilvracht (kg/maand);

— in jaarlijkse vuilvracht (kg/jaar);

— in elke andere geschikte eenheid, al naar gelang de omstandigheden.

Art. 9. De emissiewaarden vermeld in de exploitatievoorwaarden zijn maximale waarden die steeds in acht moeten worden genomen, onverminderd het tweede lid.

De sectorale voorwaarden kunnen voorzien in gemiddelde waarden over een periode van 24 uur. In dat geval zijn de gemiddelde waarden gelijk aan twee derde van de maximale waarden bedoeld in de sectorale voorwaarden en mag de waarde die gelijk is aan vijf keer de gemiddelde waarden nooit overschreden worden.

Als de sectorale voorwaarden gemiddelde waarden vastleggen, is de exploitant verplicht meet-, opname- of monsternemingsinstrumenten te installeren om te controleren of die gemiddelde waarden in acht worden genomen.

Als het geloosde water voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater of van ondergronds water, kunnen de in de sectorale voorwaarden vastgelegde waarden worden toegevoegd aan de overeenstemmende gehalten van het genomen monster.

Het tweede en derde lid zijn niet van toepassing voor de pH, de temperatuur, de smaak, de kleur, de geur en de microbiologische parameters, met uitzondering van de DBO₅.

Als verschillende sectorale voorwaarden van toepassing zijn op de lozing van afvalwater, worden ze berekend door het optellen van de individuele voorwaarden, gewogen met de overeenstemmende debieten.

De gezamenlijke lozingen van afvalwater kunnen het voorwerp uitmaken van sectorale of specifieke voorwaarden.

Art. 10. De bijzondere lozingsvoorwaarden kunnen minder streng zijn dan de sectorale voorwaarden in de volgende gevallen :

— indien de effectbeoordeling aantoont dat de effecten op het ontvangende milieu niet noemenswaard zijn;

— indien blijkt dat de betrokken exploitant niet beschikt over betere technische middelen om te voldoen aan de sectorale voorwaarden. In dat geval worden de afwijkingen verleend voor een termijn na afloop waarvan ze hetzij geheel of gedeeltelijk bekrachtigd, hetzij ingetrokken worden, al naar gelang de wetenschappelijke en technologische vorderingen;

— indien er een overeenkomst is tussen de exploitant en de overheid die instaat voor het beheer van het zuiveringsstation waarin het industrieel afvalwater wordt geloosd en indien blijkt dat het geloosde water en de bestaande vuilvracht ervan op bevredigende wijze kunnen worden behandeld in dat station;

— indien de waarde van de microbiologische parameters, met uitzondering van de DBO₅, de pH, de temperatuur, de smaak, de kleur en de geur van het ontvangende water, de natuurlijke waarde overschrijdt en/of de inachtneming van de sectorale voorwaarden onmogelijk maakt of indien de natuurlijke waarde van het watermonster de sectorale waarde overschrijdt.

Afdeling 2. — Waterwinningen

Art. 11. De waterwinningen voldoen aan de volgende voorwaarden :

- de kwaliteit van het grondwater wordt beschermd;
- de totale hoeveelheid gewonnen grondwater overschrijdt noch het gemiddelde jaarlijkse volume van de natuurlijke bevoorrading van de waterlaag, noch een volume dat de waterstand van de door dat grondwater bevoorraade waterlopen constant garandeert;
- de veiligheid van personen en goederen wordt niet in het gedrang gebracht door de wijzigingen waarvan de grondwaterlaag het voorwerp is.

In afwijking van het eerste lid, 2°, kunnen de bijzondere voorwaarden in buitengewone omstandigheden en voor een beperkte duur voorzien in een bepaalde overschrijding van het toegestane debiet.

HOOFDSTUK VI. — Lucht

Art. 12. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- luchtverontreiniging: de luchtverontreiniging zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;
- gekanaliseerde luchtemissie: emissie die het voorwerp is van een detectie, desnoods van een zuivering, vooraleer ze naar een emissiepunt wordt afgevoerd;
- diffuse luchtemissie: emissie die om technische of economische redenen noch gedetecteerd noch naar een emissiepunt kan worden afgevoerd;
- emissiegrenswaarde: de massa, uitgedrukt op grond van bepaalde specifieke parameters, de concentratie en/of het emissieniveau dat niet mag worden overschreden over één of meer periodes. Behalve andersluidende voorschriften is die waarde van toepassing op het lozingspunt van de emissies;
- geurniveau: hetzij de verdunningsfactor «d» die moet worden toegepast op een luchtemissie om de waarnemingsdrempel ervan door olfactometrie te bereiken, hetzij de verdunningsfactor die moet worden toegepast opdat 50 % van de ruikers een geur zou waarnemen.

$$d = \frac{D_p + D_o}{D_o}$$

D_p = volumedebiet zuivere lucht

D_o = volumedebiet geurende lucht

Het wordt uitgedrukt in aantal geureenheden per m³ of uo/m³;

- geurdebiet: het product, uitgedrukt in aantal geureenheden per uur (uo/h), van het luchtdebiet geloosd door het geurniveau;
- massadebiet: de massa stoffen geloosd per tijdseenheid, uitgedrukt in g/h;
- doelstelling inzake luchtkwaliteit: grenswaarden, alarmwaarden..., zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit;
- niveau: concentratie van een pollutant in de buitenlucht, met uitzondering van werkplaatsen of de neerslag ervan op oppervlakten binnen een bepaalde tijd.

Art. 13. Indien de doelstellingen inzake luchtkwaliteit op korte termijn vermoedelijk overschreden worden of overschreden zijn voor één of meer verontreinigende stoffen, neemt de exploitant van een installatie waarvan de massadebeten van die verontreinigende stoffen en de precursoren daarvan, hoger zijn dan die welke te dien einde specifiek vastgelegd zijn in de sectorale voorwaarden, de nodige maatregelen om de emissies van die stof(fen) of precursor(en) te beperken tot de kennisgeving van het einde van het alarm. Hij neemt die maatregelen op eigen initiatief of op verzoek van de technische ambtenaar.

Art. 14. De emissies worden uitgedrukt:

- hetzij op grond van de concentratie, berekend met inachtneming van referentie-voorwaarden inzake temperatuur, drukte, vochtigheidsgraad, zuurstof- of kooldioxidepercentage. De luchthoeveelheden bestemd om de gasemissies te verdunnen of af te koelen worden niet in aanmerking genomen;
- hetzij op grond van de totale hoeveelheid geloosde verontreinigende stoffen, d.w.z. het massadebiet over een werkingsperiode onder de voor het leefmilieu ongunstigste omstandigheden. De bijzondere werkingsomstandigheden voor het opstarten en stopzetten van de installatie worden niet in aanmerking genomen;
- hetzij op grond van de emissiefactor, d.w.z. de hoeveelheid verontreinigende stoffen, uitgedrukt in kg/t of g/t, geloosd per eenheid vervaardigd product, verbruikte brandstof of andere;
- hetzij op grond van het geurdebiet.

Art. 15. Onverminderd het tweede en derde lid, worden de emissiegrenswaarden gemeten onder de volgende normale omstandigheden :

temperatuur = 273,15 K,

drukte = 101,3 kPa,

droog gas = vochtigheidsgraad 0 %.

Indien de emissies sterk geladen zijn met water, meer bepaald na gebruik van een waterstofvrije brandstof, wegens een vochtige zuivering, een afkoeling d.m.v. waterverstuiving of een drooginstallatie, zijn de normale omstandigheden die welke doorslaggevend zijn bij het meten.

Indien het zuurstofgehalte van de afvalgassen gespecificeerd wordt voor een stookinstallatie of een daarmee gelijkgestelde installatie, wordt onderstaande formule gebruikt om de grenswaarden aan dat gehalte aan te passen :

$$E_R = \frac{21 - O_R}{21 - O_M} \times E_M$$

waar :

E_R = de emissie aangepast aan het referentie-zuurstofgehalte;

E_M = de gemeten emissie;

O_M = het gemeten zuurstofgehalte;

O_R = het referentie-zuurstofgehalte.

Art. 16. Wat betreft discontinue procédés, gekenmerkt door een werkingscyclus met opeenvolgende verrichtingen, stemmen de emissiegrenswaarden overeen met gemiddelden over het geheel van de verrichtingen die aanleiding geven tot een luchtmissie in de loop van een cyclus.

Art. 17. § 1. De luchtmissies worden gedetecteerd, zonodig gezuiverd, naar het emissiepunt geleid en in de lucht geloosd door ze voldoende te verspreiden. De vorm van de leidingen, met name in het gedeelte ervan dat zich het dichtst bij de uitmonding in de lucht ligt, is zo ontworpen dat de stijging van de gassen in de lucht maximaal bevorderd wordt.

§ 2. Indien de emissies niet kunnen worden opgevangen, neemt de exploitant de nodige maatregelen om de productie ervan aan de bron te beperken en om de transmissie ervan in de omgeving te verminderen.

Al naar gelang de omstandigheden en de technische en economische middelen, treft hij maatregelen om :

— de aanwezigheid en de omvang van de luchtmissies te verminderen, met name door de bronnen ervan af te zonderen;

— de transmissie van emissies in de omgeving te beperken, met name door de exploitatiesite zo in te richten dat de voornaamste bronnen van luchtmissies verwijderd worden van de bewoonde zones.

HOOFDSTUK VII. — Geluid

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 18. Dit hoofdstuk is van toepassing op de geluidsniveaus bij de immissie, d.w.z. op de geluidsniveaus waaraan de omwoners van een inrichting blootgesteld worden wegens de exploitatie ervan. Het gaat om het specifieke geluid bedoeld in artikel 20, 3°.

Deze voorwaarden zijn niet van toepassing op het geluid veroorzaakt door voertuigen en mobiele toestellen gebruikt op bouwerven.

Art. 19. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

— A-gewogen gelijkwaardig continu geluiddrukkniveau : het gewogen geluiddrukkniveau van het stabiel aanhoudend geluid dat, in de loop van een periode T, dezelfde gemiddelde kwadratische drukte zou hebben als het fluctuerend geluid. Het wordt uitgedrukt in dB(A);

— omgevingsgeluid : het geluid dat voorkomt uit de actie van alle geluidsbronnen op een gegeven plaats en ogenblik;

— bijzonder geluid : één van de componenten van het omgevingsgeluid die kan worden toegeschreven aan een bijzondere bron;

Het A-gewogen gelijkwaardig continu geluiddrukkniveau van een bijzonder geluid, betreffende een periode T, wordt aangewezen met het symbool $L_{Aeq,part,T}$.

— niveau van de schatting van het bijzonder geluid $L_{Ar,T}$: het A-gewogen gelijkwaardig continu geluiddrukkniveau van het bijzonder geluid van een inrichting, verbeterd met twee termen ($C_{t,i}$ en $C_{i,i}$) die representatief zijn voor eventuele tonale geluiden of impulsieve geluiden :

$$L_{Ar,T} = L_{Aeq,part,T} + C_{t,i} + C_{i,i}$$

— referentieperiode : de periode representatief voor typische menselijke activiteiten die in aanmerking komen bij de bepaling van de grenswaarden;

— waarnemingsinterval : het tijdsinterval waarop het schattingsniveau betrekking heeft.

De duur van het waarnemingsinterval wordt vastgelegd op één uur.

— meetinterval : het tijdsinterval gekozen door de toezichthoudende ambtenaar of door het erkende laboratorium waar de geluidsniveaus effectief gemeten worden.

De meetintervallen worden bepaald op grond van parameters die de operator relevant acht, o.a. de aard en de duur van de werkingsvoorwaarden in de bedoelde inrichting, de luchtomstandigheden en de aanwezigheid van andere storende geluidsbronnen;

— mede-eigendom : aanwezigheid van een muur gemeen aan de inrichting en aan een gebouw bewoond door personen die niet in de inrichting werken of, bij gebrek aan een gemeenschappelijke muur, het risico van transmissie van het geluid via vaste lichamen;

— tonaal geluid : geluid met een belangrijke tonale overschrijding;

— impulsief geluid : geluid met één of meer impulsies van akoestische energie;

— dagperiode : de periode tussen 7 en 19 uur op weekdays, zaterdag inbegrepen;

— overgangperiode : de periode tussen 6 en 7 uur en tussen 19 en 22 uur op weekdays, zaterdag inbegrepen, en tussen 6 en 22 uur op zon- en feestdagen;

— nachtperiode : de periode tussen 22 en 6 uur, elke dag van de week;

— "Cwatup" : het Waals wetboek voor ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium;

— woongebied : het gebied bedoeld in artikel 26 van het "Cwatup";

— woongebied met landelijk karakter : het gebied bedoeld in artikel 27 van het "Cwatup";

— gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen : het gebied bedoeld in artikel 28 van het "Cwatup";

— recreatiegebied : het gebied bedoeld in artikel 29 van het "Cwatup";

— gebied voor berijfsruimten : het gebied bedoeld in artikel 30 van het "Cwatup";

— ontginningsgebied : het gebied bedoeld in artikel 31 van het "Cwatup";

— landbouwgebied : het gebied bedoeld in artikel 35 van het "Cwatup";

- bosgebied : het gebied bedoeld in artikel 36 van het "Cwatup";
- groengebied : het gebied bedoeld in artikel 37 van het "Cwatup";
- natuurgebied : het gebied bedoeld in artikel 38 van het "Cwatup";
- veiligheidsorgaan : orgaan bestemd om stoornissen van een installatie te voorkomen.

Art. 20. De grenzen zijn toepasselijk op het schattingsniveau betreffende het bijzonder geluid van de inrichting en worden in acht genomen voor elk waarnemingsinterval van één uur tijdens de bedoelde referentieperiode.

Dat waarnemingsinterval strekt zich uit over een glijdend uur, m.a.w. het kan elk ogenblik van start gaan, zonder zich evenwel te verspreiden over twee verschillende referentieperiodes.

Art. 21. In de woongebieden en de gebieden met een landelijk karakter is de inachtneming van de voorwaarden verplicht op elk punt van de immissiegebieden.

In de landbouw-, bos-, groen-, natuur-, park- en recreatiegebieden alsook in de gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen worden de maatregelen genomen op de plaatsen vermeld in de milieuvergunning of in de enige vergunning.

De gebieden waarvan de bestemming nog niet vastligt worden in aanmerking genomen op grond van de bestemming waarin de gemeentelijke plannen van aanleg voorzien.

In afwijking van het eerste lid kunnen referentiemeetpunten worden gespecificeerd in de bijzondere exploitatievoorwaarden om het toezicht te vergemakkelijken of om rekening te houden met de lokale specificiteiten. In dat geval vormen die punten de enige referenties voor de inachtneming van de algemene grenswaarden van de geluidsniveaus.

In geval van wijziging van het gewestplan en wat de bestaande inrichtingen betreft, blijven de drempels die welke opgelegd waren bij de voorschriften van het gewestplan van kracht op de datum van toekenning van de vergunning.

Art. 22. De grenswaarden zijn niet van toepassing in de gebieden voor bedrijfsruimten, noch in de ontginningsgebieden, noch in de gebieden met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vastligt.

Art. 23. De bijzondere voorwaarden kunnen voorzien in overschrijdingen van grenswaarden in bepaalde buitengewone omstandigheden.

Afdeling 2. — Algemene grenswaarden

Art. 24. De grenswaarden van het schattingsniveau voor het specifieke geluid worden vastgelegd naar gelang van het immissiegebied waar de metingen worden uitgevoerd. Ze worden vermeld in bijgaande tabel 1.

In afwijking van het eerste lid kunnen de bijzondere voorwaarden voorzien in de grenswaarden vermeld in bijgaande tabel 2 voor bestaande inrichtingen, onverminderd artikel 26.

Art. 25. In geval van mede-eigendom worden de grenswaarden ook toegepast op de binnen de woningen gemeten geluidsniveaus, overeenkomstig artikel 31, laatste lid. Die grenswaarden zijn de volgende :

- 35 dB(A) overdag;
- 30 dB(A) tijdens de overgangperiode;
- 25 dB(A) overnacht.

De grenzen opgelegd binnen de woningen vullen de buiten vastgelegde grenzen aan, die van toepassing blijven.

Art. 26. § 1. Voor de in artikel 24, tweede lid, bedoelde inrichtingen die bij de indiening van het dossier niet voldoen aan de grenswaarden van tabel 2, legt de milieuvergunning of de enige vergunning een technisch-economische studie op om na te gaan in hoeverre de investeringen die de vermindering beogen van de geluidsemisssies en van de daarmee gepaard gaande voorspelbare geluidsniveaus haalbaar zijn.

§ 2. De studie wordt uitgevoerd met de medewerking van een inrichting erkend krachtens het koninklijk besluit van 2 april 1974 houdende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en lichamen die, in het kader van de bestrijding van de geluidshinder, belast zijn met het beproeven van en de controle op apparaten en inrichtingen. De studie wordt goedgekeurd door het erkende inrichting.

§ 3. De studie wordt ingediend bij de technisch ambtenaar binnen de termijn bepaald bij de milieuvergunning of de enige vergunning.

Op grond van die studie stelt de technisch ambtenaar de overheid voor om aanvullende bijzondere voorwaarden aan te nemen, waarbij de aard van de zuiveringswerken, de uitvoeringstermijn en de definitieve grenswaarden van de geluidsniveaus worden vastgelegd.

Die grenzen mogen hoger zijn dan de waarden vermeld in bijgaande tabel 2.

§ 4. Indien de milieuvergunning of de enige vergunning een studie oplegt, wordt een tolerantie van 10 dB(A) toegepast voor de grenswaarden vermeld in de bijgevoegde tabel 2 in afwachting van de uitvoering van de zuiveringswerken en van de implementatie van de definitieve grenswaarden.

Art. 27. Voorzover de inachtneming van dit besluit bij de indiening van de vergunning eist dat werken worden uitgevoerd om bestaande inrichtingen conform te maken, kan de vergunning voorzien in een uitvoeringstermijn van hoogstens één jaar, te rekenen van de datum van de vergunning. In dat geval bepaalt ze de tijdens die termijn in acht te nemen voorwaarden.

Afdeling 3. — Meetvoorwaarden

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. 28. De toestellen voor geluidsmeting voldoen aan de vereisten die vastliggen in de normen CEI 651 en CEI 804 voor apparaten van klasse I.

Art. 29. Het meetrapport ligt ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaar. Het bevat de volgende gegevens en gaat eventueel vergezeld van een bewijsstuk van de meetverantwoordelijke :

- naam van de meetverantwoordelijke;
- naam van de auteur van het rapport;
- datum, uur en duur van de meting, meetperiode;

- plaats van de meting, gebied;
- identificatie van de inrichting;
- meteorologische omstandigheden;
- type en kenmerken van het gebruikte meetapparaat;
- aangewende meetmethode;
- gemeten grootheden (gelijkwaardige niveaus, statistische niveaus,...) en resultaten;
- omschrijving van de waargenomen geluiden: variabiliteit, bij tussenpozen, tonaal of impulsief.

Onderafdeling 2. — Plaats van het meetpunt

Art. 30. De metingen worden uitgevoerd buiten de woningen, voor zover mogelijk op minstens 3,50 meter van elke andere reflecterende structuur dan de grond.

Ze kunnen ook worden uitgevoerd op de verdiepingen van woongebouwen, in het vlak van open vensters.

Ze worden voor zover mogelijk uitgevoerd tussen 1,2 meter en 1,5 meter boven de grond of boven het niveau van bedoelde verdieping.

Ze mogen niet worden uitgevoerd in geval van neerslag of met een windsnelheid van meer dan 5 m/s.

In geval van mede-eigendom worden bijkomende metingen met gesloten deuren en vensters uitgevoerd binnen gebouwen die niet deeluitmaken van de inrichting, op een hoogte van 1,2 à 1,5 meter boven de vloer in lokalen gewoonlijk bewoond door personen en, voorzover mogelijk, op minstens 1 meter van de muren zonder venster en 1,5 meter van de muren met vensters.

Onderafdeling 3. — Tonale geluiden

Art. 31. De detectie van een tonaal geluid waarvoor een correctieterm nodig is, wordt uitgevoerd d.m.v. metingen in octaafbanden van 1/3.

Indien de aanwezigheid van een tonaal geluid vermoed wordt maar niet bewezen kan worden door metingen in 1/3 octaafbanden, mag de meetverantwoordelijke metingen in 1/24 octaafbanden uitvoeren.

Art. 32. De correctieterm C_i gebruikt bij de berekening van het schattingsniveau voor het bijzonder geluid hangt af van de tonale overschrijding, d.w.z. van het verschil tussen het niveau van de overschrijdende band en het aritmetisch gemiddelde van de niveaus van de naburige banden.

Indien de tonale overschrijding zich op de grens tussen twee naburige banden bevindt, wordt het niveau van de overschrijdende band bepaald door de energetische som van de niveaus van de twee banden.

Art. 33. Indien de metingen worden uitgevoerd in 1/3 octaaf, wordt al naar gelang de tonale overschrijding E in dB aanwezig in het bijzonder geluid van de inrichting gebruik gemaakt van een correctieterm van :

- 3 dB(A), voor $6 < E \leq 9$;
- 4 dB(A), voor $9 < E \leq 12$;
- 5 dB(A), voor $12 < E \leq 15$;
- 6 dB(A), voor $15 < E$.

Indien de metingen worden uitgevoerd in 1/24 octaaf, wordt al naar gelang de tonale overschrijding E in dB aanwezig in het bijzonder geluid van de inrichting, gebruik gemaakt van een correctieterm van :

- 2 dB(A), voor $12 < E \leq 15$;
- 3 dB(A), voor $15 < E \leq 18$;
- 4 dB(A), voor $18 < E \leq 21$;
- 5 dB(A), voor $21 < E \leq 24$;
- 6 dB(A), voor $24 < E$.

Art. 34. In afwijking van artikel 33 wordt geen rekening gehouden met de tonale overschrijdingen waarvoor het A-gewogen niveau van de overschrijdende band minstens 15 dB of meer lager is dan de globale spectrumwaarde, uitgedrukt in dB(A).

Onderafdeling 4. — Impulsieve geluiden

Art. 35. Een geluid kan als impulsief gekenmerkt worden indien de meting volgens het dynamische "impulse"-kenmerk een maximaal niveau levert dat 5 dB(A) hoger is dan het maximale niveau volgens het dynamische "slow"-kenmerk.

De impulsieve aard van een geluid kan ook in het daglicht gesteld worden door het meten van de $L_{Aeq,10msec}$. Zodoende kan een geluid als impulsief worden beschouwd als een verhoging van minstens 10 dB(A) of meer wordt vastgesteld tussen twee opeenvolgende $L_{Aeq,10msec}$ en als het verschijnsel niet langer duurt dan 1 seconde.

Art. 36. Indien het bijzonder geluid van de inrichting impulsieve geluiden vertoont, wordt een correctieterm C_i van 5 dB(A) toegepast op de meetintervallen m.b.t. het bijzonder geluid, gekenmerkt door die impulsieve geluiden. Deze bepaling is niet van toepassing op het geluid afkomstig van veiligheidsorganen.

Art. 37. De impulsieve geluiden worden zo beperkt dat al naar gelang de gehanteerde meetmethode de volgende waarden worden verkregen :

$$L_{Aimp,max} \leq 75 \text{ dB(A)} \text{ of } L_{Aeq,10msec,max} \leq 80 \text{ dB(A)}.$$

$L_{Aimp,max}$ is de maximale waarde bereikt door het A-gewogen geluidsdrukkniveau, gemeten volgens het dynamische "impulse"-kenmerk tijdens het meetinterval.

$L_{Aeq,10msec,max}$ is de maximale waarde bereikt door de $L_{Aeq,10msec,max}$ tijdens het meetinterval.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 38. De bijzondere exploitatievoorwaarden mogen niet afwijken van de sectorale voorwaarden die van toepassing zijn op een installatie wanneer de sectorale voorwaarden voorschriften bevatten die met elkaar onverenigbaar zijn, onverminderd artikel 6 van het decreet.

Art. 39. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2002.

Art. 40. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 juli 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

—
Bijlage

Tabel 1. — Algemene grenswaarden voor geluidsniveaus van toepassing op een inrichting

Immissiegebied waarin de metingen worden uitgevoerd		Grenswaarden (dBA)		
		Dag 7 u. - 19 u.	Overgang 6 u. - 7 u. 19 u. - 22 u.	Nacht 22 u. - 6 u.
I	Alle gebieden, wanneer het meetpunt gelegen is op minder dan 500 m van het ontginningsgebied, de bedrijfsruimte of het gebied voor specifieke bedrijfsruimte, of op minder dan 200 m van het gebied voor gemengde bedrijfsruimte waarin de inrichting gevestigd is.	55	50	45
II	Woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter, behoudens I	50	45	40
III	Landbouw, bos-, groen-, natuur- en parkgebieden, behoudens I	50	45	40
IV	Recreatiegebieden en gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen	55	50	45

Tabel 2. — Grenswaarden van de geluidsniveaus die kunnen worden toegepast onder de bijzondere voorwaarden betreffende een inrichting die vóór de inwerkingtreding van dit besluit het voorwerp is geweest van een exploitatievergunning

Immissiegebied waarin de metingen worden uitgevoerd		Grenswaarden (dBA)		
		Dag 7 u. - 19 u.	Overgang 6 u. - 7 u. 19 u. - 22 u.	Nacht 22 u. - 6 u.
I	Alle gebieden, wanneer het meetpunt gelegen is op minder dan 500 m van het ontginningsgebied, de bedrijfsruimte of het gebied voor specifieke bedrijfsruimte, of op minder dan 200 m van het gebied voor gemengde bedrijfsruimte waarin de inrichting gevestigd is.	60	55	55
II	Woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter, behoudens I	55	50	45
III	Landbouw, bos-, groen-, natuur- en parkgebieden, behoudens I	55	50	45
IV	Recreatiegebieden en gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen	60	55	50

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Namen, 4 juli 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET